



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

## **Arrêté du 20 novembre 2025 prescrivant des investigations et des mesures de remédiation à la société SCHROLL pour l'exploitation de ses installations à PFASTATT**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment, l'article L. 512-20,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment, son article L. 121-1,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL Sas à Pfastatt d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015,

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) III-Nappe-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 1 juin 2015,

VU la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007,

VU le guide pratique pour la caractérisation des eaux superficielles et des sédiments dans le domaine des sites et sols pollués de janvier 2023 établi par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) et l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS),

VU le rapport du 12 septembre 2025 du bureau d'étude DEKRA, mandaté par l'exploitant, relatif au diagnostic environnemental sur les milieux sols, sédiments, eaux souterraines, eaux superficielles et les eaux pluviales (Affaire n° : 54381308),

VU le rapport du 16 octobre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

VU le projet d'arrêté transmis par courriel le 30 octobre 2025 à la société SCHROLL,

VU les observations émises par ladite société le 4 novembre 2025 sur le projet d'arrêté susvisé,

Considérant que l'accident survenu le 21 juin 2025 sur le site de la société SCHROLL à Pfstatt a provoqué un déversement d'eaux polluées dans la rivière Doller consécutif à une défaillance d'un séparateur d'hydrocarbures lié à des opérations de nettoyage réalisées ce même jour,

Considérant que la première synthèse de l'état environnemental présentée dans le rapport DEKRA du 12 septembre 2025 susvisé montre des incidences sur l'environnement à la suite de l'accident, notamment des impacts significatifs en polluants organiques (hydrocarbures, BTEX - benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes – et HAP - hydrocarbures aromatiques polycycliques) dans le sol, sur la berge et dans les sédiments de la Doller, non délimités spatialement,

Considérant que le diagnostic environnemental susvisé du 12 septembre 2025 présente diverses recommandations visant à traiter les conséquences environnementales de l'accident,

Considérant que le diagnostic environnemental susvisé du 12 septembre 2025 suspecte des défauts d'étanchéité au niveau d'un avaloir d'eaux pluviales et de la canalisation d'eaux pluviales ; que dans ces conditions, des défauts similaires ne peuvent être exclus sur l'ensemble du réseau d'eaux pluviales,

Considérant que le diagnostic susvisé préconise de réaliser en urgence le curage manuel de la tâche de pollution localisée au droit de la berge avec une délimitation des teneurs résiduelles en phase travaux au droit des bords et fonds de fouilles ; que le diagnostic préconise qu'une remise en état de la berge soit effectuée après les travaux,

Considérant que le diagnostic environnemental susvisé du 12 septembre 2025 recommande de compléter les investigations réalisées par des prélèvements complémentaires dans le sol et les sédiments,

Considérant que le diagnostic environnemental susvisé du 12 septembre 2025 indique également que des ouvrages piézométriques complémentaires localisés en aval hydraulique de la zone concernée par l'incident sont nécessaires afin de collecter davantage d'information sur la potentielle dégradation de la qualité des eaux souterraines en lien avec les activités du site et l'accident,

Considérant que l'enjeu principal du SAGE susvisé est la préservation et la reconquête de la qualité de la nappe phréatique,

Considérant qu'il convient de garantir la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble de la nappe alluviale rhénane d'Alsace,

Considérant que l'ensemble des études à réaliser et des mesures à prendre doivent respecter les dispositions de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués,

Considérant que le diagnostic du 12 septembre 2025 susvisé met en évidence une incidence sur le milieu ; qu'une interprétation de l'état des milieux (IEM) vise à caractériser l'état actuel des milieux, à déterminer si l'incidence de l'installation est susceptible de conduire à une dégradation du milieu et à évaluer la compatibilité du milieu avec les usages dans ce contexte,

Considérant que la note du 19 avril 2017 susvisée précise la méthodologie à mettre en œuvre dans le cadre de la réalisation de l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires,

Considérant que le rapport du 12 septembre 2025 susvisé propose une surveillance des sédiments et des eaux superficielles pour une durée de quatre ans ; qu'il y aura lieu de statuer sur cette surveillance à l'issue de l'IEM,

Considérant que l'article L. 512-20 du Code de l'environnement dispose que « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente* »,

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer, dans le cadre précité, les prescriptions de nature à prévenir les nuisances, les risques ou tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code précité,

Considérant que la situation impose que ces mesures soient prescrites et réalisées à une échéance rapprochée et qu'en conséquence, il n'est pas possible de recueillir préalablement l'avis de la Commission départementale compétente,

Considérant que l'exploitant a précisé, au cours de la consultation sur le projet d'arrêté préfectoral, que le calendrier de mise en œuvre initialement proposé apparaît très court au regard de la période concernée et des contraintes opérationnelles liées aux investigations demandées (consultation des prestataires, disponibilité des équipes, conditions d'intervention sur site) et sollicite dès lors des délais d'exécution plus longs,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : la société SCHROLL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG, est tenue de respecter les

prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises 2a, rue de l'imprimé à Pfastatt (68120).

Article 2 :

**2.1 - dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait vérifier l'étanchéité de l'ensemble du réseau d'eaux pluviales de ses installations.**

Les résultats sont communiqués à l'inspection dans le même délai. Le cas échéant, ils sont accompagnés d'un plan d'actions précisant les éventuelles actions correctives nécessaires.

**2.2 - en cas de défaut d'étanchéité, les mesures correctives nécessaires sont mises en œuvre dans un délai de deux à compter de la réception du diagnostic.**

Article 3 : **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser le traitement de la tâche de pollution présente au niveau de la berge de la Doller identifiée dans le rapport DEKRA du 12 septembre 2025 susvisé.**

Dans ce cadre, l'exploitant procède à une délimitation des teneurs résiduelles en polluants en phase travaux au droit des bords et fonds de fouille.

Les travaux sont suivis par un organisme compétent dans le domaine des sites et sols pollués. L'exploitant assure la remise en état de la berge à l'issue des travaux.

Un rapport de fin de travaux est remis à l'inspection dans le même délai, après réalisation des interventions nécessaires. Il comporte :

- **un état du fond de fouille documenté,**
- **une synthèse des données de surveillance,**
- **la description des travaux et des moyens mis en œuvre,**
- **un bilan des déchets produits et éliminés selon leur filière d'élimination,**
- **un bilan des quantités de matériaux excavés sur le site,**
- **un bilan des quantités de matériaux de remblaiement amenés sur le site,**
- **une description de la remise en état du site.**

L'exploitant met en œuvre, dans le cadre de ces travaux, toutes les dispositions nécessaires pour prévenir la dissémination ou le développement d'espèces exotiques envahissantes.

Article 4 :

**4.1 - l'exploitant détermine et justifie les paramètres susceptibles d'impacter les différents milieux au regard des activités exercées et de l'accident du 21 juin 2025. Ces justifications sont formalisées et tenues à la disposition de l'inspection.**

L'ensemble des investigations prévues par le présent arrêté porte sur ces paramètres.

**4.2 – sol.**

**Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser des investigations complémentaires sur le milieu au sol afin de délimiter les impacts mis en évidence dans le diagnostic susvisé daté du 12 septembre 2025 au droit du site et à proximité de l'avaloir et de la canalisation d'eaux pluviales.**

**4.3 – sédiments.**

**Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser :**

- un prélèvement complémentaire dans les sédiments, en amont du premier séparateur à hydrocarbures du site,
- deux prélèvements complémentaires au droit de l'exutoire des eaux pluviales et en aval de ce dernier.

#### Article 5 :

**5.1 - dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant présente une étude de vulnérabilité des sols et des eaux souterraines, en lien avec l'accident du 21 juin 2025 et les sources de pollution associées, en vue d'évaluer son impact sur la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant détermine un réseau de surveillance adapté, justifié sur la base d'éléments hydrogéologiques.

Ces éléments sont communiqués à l'inspection dans le même délai.

**5.2 - dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant fait réaliser les éventuels ouvrages de surveillance complémentaires nécessaires.

**5.3 - dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant fait réaliser des prélèvements et analyses de la qualité des eaux souterraines.

#### Article 6 :

**6.1** - l'exploitant réalise une interprétation de l'état des milieux (IEM) conformément à la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués. Les résultats d'analyse sont comparés à toute valeur de gestion disponible.

En cas de dépassement de ces critères de gestion, l'exploitant quantifie l'impact environnemental et sanitaire, en s'appuyant sur la grille de calcul IEM.

Les conclusions de cette étude sont communiquées à l'inspection **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**.

**6.2** - dans le même délai, l'exploitant propose des mesures de gestion adaptées aux résultats de l'étude.

**6.3** - l'ensemble des investigations nécessaires sont réalisés sur la base d'une étude de vulnérabilité des milieux, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**. Elles sont complétées par des points témoins représentatifs du contexte local.

**6.4** - à l'issue de l'étude d'interprétation des milieux, l'exploitant fait la proposition d'un réseau et d'un programme de surveillance permettant de surveiller l'évolution des éventuelles pollutions résiduelles dans les différents milieux, l'efficacité des mesures de gestion mises en place, et de confirmer la protection des usages constatés hors site.

Article 7 : l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, dans la mise en œuvre et la surveillance des travaux identifiés dans le présent arrêté. Celles-ci ont pour but de :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour le voisinage, la santé, la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au préfet les accidents ou incidents survenus du fait des travaux de dépollution qui sont de nature à porter atteinte à la santé, la sécurité, la commodité du voisinage, la salubrité publique, la nature et l'environnement.

L'entreposage des terres provenant de l'excavation des zones polluées se fera sur une zone étanche et sous couverture.

Conformément à l'article R. 541-43-1 du Code de l'environnement concernant la traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments, l'exploitant tient un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets.

Les déchets dangereux produits dans le cadre des travaux nécessaires font l'objet de la traçabilité prévue à l'article R. 541-45 du code précité.

Les éventuels matériaux de remblaiement mis en œuvre respectent les critères de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Article 8: les éventuels travaux rendus nécessaires en application du présent arrêté sont réalisés dans le respect des dispositions réglementaires applicables et des procédures prévues par la réglementation.

L'exploitant s'assure notamment de la réalisation des éventuelles procédures rendues nécessaires en application de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement, en préalable à toute intervention dans le cours d'eau ou sur ses berges.

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9: une copie du présent arrêté est transmise au maire de Pfastatt pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10: le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11: le secrétaire général de la préfecture, le maire de Pfastatt et le directeur de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD